

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

À tous les médias

Source: Syndicat des agents correctionnels du Canada–CSN (UCCO-SACC–CSN)

Programme d'échange de seringues en prison Manipuler des seringues, pas notre job

Ottawa, le 7 juin 2019 – Des centaines d'agentes et agents correctionnels ont livré ce midi une seringue géante devant le Parlement en guise de protestation contre le Programme d'échange de seringues en prison (PESP). Le PESP permet aux détenu-es des pénitenciers fédéraux d'obtenir une trousse d'injection qu'ils peuvent conserver dans leur cellule. « Manipuler et gérer des seringues n'est pas notre job. Le PESP est actuellement opérationnalisé par les agentes et agents correctionnels, ce qui signifie que nous sommes responsables de suivre la trace des seringues dans la population carcérale et d'intervenir immédiatement lors de potentielles surdoses. Le programme actuel met à risque la santé et la sécurité des agents correctionnels », a expliqué le président national d'UCCO-SACC–CSN, Jeff Wilkins.

Sites de prévention de surdoses : une option possible

Le Service Correctionnel Canada (SCC) mettra en place, pour la première fois, un site de prévention de surdoses (SPS) comme alternative au PESP actuel. Son implantation est prévue à la fin juin à l'Établissement Drumheller, situé en Alberta. « Drumheller mettra en place un site de prévention de surdoses, situé dans l'unité de santé, où les détenus se rendront pour s'injecter leurs drogues sous la supervision de professionnel-les de la santé. Ce modèle prévoit à la fois une réduction des méfaits, car les détenus utiliseraient une aiguille propre, ainsi qu'une intervention médicale immédiate en cas de potentielle surdose. Le SPS est une option plus sécuritaire pour les détenu-es, les agentes et agents correctionnels et l'ensemble du personnel, car les seringues seront contrôlées et non pas en circulation dans nos unités de population ouverte », a expliqué Wilkins.

Le message est clair. Les seringues doivent être retirées des cellules et le déploiement du PESP dans sa forme originale doit cesser. « Le PESP ne fait rien pour réduire les risques de propagation et de maladies infectieuses. Nous avons déjà été témoin de ses limites alors qu'une seringue obtenue via le programme a été retrouvée dans la cellule d'un détenu qui n'était pas inscrit au PESP. Lorsque les détenus partagent les seringues, les maladies peuvent se propager », a déclaré Wilkins. « À l'heure actuelle, de nombreuses initiatives sont en place pour mettre fin à la propagation des maladies infectieuses, et les membres d'UCCO-SACC–CSN sont favorables à ce que le gouvernement fournisse des moyens de réduction des méfaits, à condition que cela ne se fasse pas aux dépens de notre santé et de notre sécurité ainsi que de celles des autres membres du personnel », a-t-il ajouté.

Mobilisation en cours

Depuis l'annonce du programme il y a un an, UCCO-SACC–CSN s'est mobilisé pour faire entendre son point de vue. « Nous avons rencontré le Service Correctionnel Canada ainsi que des ministres, des député-es et des sénateurs; nous avons organisé de nombreuses manifestations contre le PESP et sensibilisé le public. Mais tant que le SCC poursuivra la mise en œuvre du programme permettant les seringues dans les populations carcérales et dans les cellules, UCCO-SACC–CSN continuera d'exiger des solutions plus sécuritaires », a déclaré le président national.

À l'heure actuelle, le Programme d'échange de seringues en prison n'est mis en œuvre que dans 6 des 49 établissements fédéraux du Canada. « Il est encore temps pour le gouvernement de faire le bon choix », conclue Jeff Wilkins.

À propos

Le Syndicat des agents correctionnels du Canada (UCCO-SACC-CSN) représente plus de 7 400 membres dans les cinq principales régions du Canada : le Pacifique, les Prairies, l'Ontario, le Québec et l'Atlantique. UCCO-SACC-CSN représente les agentes et agents correctionnels dans les 49 établissements fédéraux.

— 30 —

Information :
Noémi Desrochers,
Communications UCCO-SACC-CSN
Cell. : 514 216-1825